



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.

T +41 22 919 41 50
F +41 22 919 41 60
E postbox@ipu.org
www.ipu.org

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Geneva – Switzerland

Déclaration de M. Duarte Pacheco, Président de l'UIP

Forum parlementaire à la 5^e Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

Doha, le 4 mars 2023

M. le Président Al-Ghanim,
Mme la Secrétaire générale adjointe Fatima,
Chers collègues et amis

Soyez les bienvenus au Forum parlementaire organisé en marge de la 5^e Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

Je commencerai par remercier l'État du Qatar, le Conseil de la Choura et vous-même, M. le Président, des incroyables efforts qui ont été déployés pour accueillir cette importante conférence des Nations Unies ainsi que le présent forum.

Doha est devenue une destination de premier plan pour les conférences internationales et il y a une très bonne raison à cela : vous y mettez du cœur et de l'esprit, sans oublier de considérables moyens, et le résultat est toujours au rendez-vous.

Je garde en particulier un excellent souvenir de l'Assemblée de l'UIP qui s'est tenue à Doha en 2019.

Cette ville, ce pays évoluent rapidement, et c'est un grand plaisir d'être le témoin de cette croissance.

À propos de croissance, celle-ci continue justement de poser une question non résolue en économie : quel est le rôle de la croissance dans le développement et comment faut-il définir « le développement » ?

Ce que l'on peut dire, pour le moins, c'est que le développement se résume toujours à la réalisation des droits de l'homme fondamentaux. Le développement a à voir avec la justice sociale, l'égalité des chances pour toutes et tous, le respect de notre planète et de sa finitude.

Surtout, le développement a à voir avec le bonheur et le bien-être humain. Il ne se réduit pas à des questions matérielles de production et de consommation, qui ne sont que les moyens d'atteindre une fin et non la fin elle-même.

Le développement ne saurait être un jeu à somme nulle, dans le cadre duquel le développement de certains pays ne se réaliserait qu'au dépens d'autres pays.

Chers amis

La catégorie des pays les moins développés a été créée en 1971, et à l'époque ces PMA étaient au nombre de 24.

Aujourd'hui, quarante ans après le lancement du premier Programme d'action en faveur des PMA, six pays seulement se sont hissés hors de cette catégorie tandis que d'autres venaient s'y ajouter pour porter le nombre total des Pays les moins avancés à 46.

Bien sûr, on ne peut pas dire que rien ne s'est produit dans l'intervalle.

Les PMA ont globalement fait des progrès réguliers en matière de développement, surtout au cours des vingt-cinq dernières années. Et un certain nombre d'entre eux pourraient bientôt sortir de cette catégorie.

Toutefois, l'aptitude des PMA à s'élever de manière effective et durable sur l'échelle du développement reste bridée par des défis internes comme les conflits, l'instabilité politique, la faiblesse des institutions et la faible valeur ajoutée de l'économie d'extraction. À l'international, les PMA doivent composer avec les profonds déséquilibres du système économique, financier et commercial mondial.

Ces dernières années, la situation a été exacerbée par les changements climatiques, la pandémie de COVID-19 et des crises chroniques d'ordre alimentaire, énergétique et financier.

Malgré les promesses qui ont été faites *de ne laisser personne de côté*, les PMA courent le risque de se retrouver à la traîne du programme international de développement.

Nous devons résister de toutes nos forces à cette tendance.

S'il est vrai que notre avenir dépend de la réalisation des Objectifs de développement durable, et que ceux-ci ne sont pas globalement en bonne voie, il est tout aussi vrai que la progression des PMA peut faire une grosse différence dans la mise en œuvre des ODD.

En bref, la voie des ODD passe nécessairement par les PMA.

Dans le même temps, compte tenu des vulnérabilités qui leur sont propres, les PMA ne peuvent avancer sans le soutien et la solidarité du reste du monde.

Les pays plus avancés qui ont plus de poids sur la scène internationale doivent contribuer à changer les règles du jeu et fournir davantage d'assistance, de sorte que les PMA aient une véritable chance de réaliser leur potentiel de développement.

Le nouveau Programme d'action de Doha (DPoA) en faveur des PMA témoigne parfaitement de cette tension. Ce programme est certes conçu spécialement pour les PMA, mais c'est un programme dont la mise en œuvre dépend de la contribution apportée par tous les pays au développement durable mondial.

Chers collègues

Il nous incombe, en tant que parlementaires, de contribuer à la mise en œuvre de ces deux programmes – le Programme d'action de Doha et celui des Objectifs de développement durable – en même temps et avec un même engagement.

L'UIP est prête à apporter son aide dans cette entreprise.

Au fil des années, l'UIP a mis sur pied tout un arsenal d'outils pour aider les parlements à assurer leurs fonctions essentielles de représentation, de législation et de contrôle.

Nous travaillons avec l'ONU et d'autres partenaires à l'établissement de lignes directrices pour aider les parlements à demander avec plus d'efficacité que les gouvernements rendent des comptes sur leurs engagements en matière de développement, y compris désormais le Programme d'action de Doha.

Le présent forum marque un nouveau jalon sur le long chemin du développement durable.

Ensemble, pas à pas, nous allons y parvenir.

Merci.